des jeunes délinquants est présidé par un juge qui s'occupe exclusivement des jeunes. Les jeunes ne sortent des institutions de correction qu'en liberté conditionnelle. Un service d'aide à la jeunesse s'occupe de la libération des jeunes gardés sous surveillance, en liberté conditionnelle ou dans une institution.

Soin des vieillards.—Le ministère maintient trois hospices pour vieillards et autorise et surveille toutes les institutions privées. L'entretien des pensionnaires peut, au besoin, rentrer dans le cadre du programme d'aide sociale. La Division des hospices et du logement est également chargée de prévoir les besoins futurs des vieillards et de collaborer avec d'autres organismes gouvernementaux dans le domaine du soin et de l'hébergement des vieillards dans les institutions.

Assistance sociale et services spéciaux.—Les dépenses d'assistance aux personnes nécessiteuses se répartissent, à parts égales, entre la municipalité et le ministère mais la province paie la totalité des frais lorsqu'il s'agit de personnes de passage ou qui habitent les régions non organisées. La Division du rétablissement assure des services de formation et de placement aux désavantagés; la province assume la moitié des dépenses de formation et la municipalité de résidence, le reste. Elle est également chargée du rétablissement des groupes minoritaires et maintient une ferme où les Métis,—c'est-à-dire les personnes de sang mêlé descendant d'Indiens et de Blancs, qui ne relèvent pas de la loi des Indiens,—apprennent les nouvelles méthodes d'agriculture tout en touchant une rémunération pour leur travail. Il existe trois écoles pour jeunes Métis.

Le ministère voit à l'application de la loi provinciale du logement qui autorise la province à s'occuper d'entreprises publiques de logement en vertu de l'article 35 de la loi nationale du logement, et à favoriser la construction de logements à loyer modique par des compagnies de logement à dividende limité.

Alberta.—C'est le ministère du Bien-être public qui est chargé de l'application des mesures sociales de la province. Il a des succursales dans les quatre centres principaux et des inspecteurs dans toute la province.

Soin et protection de l'enfance.—Le soin des enfants devenus pupilles du gouvernement par ordonnance judiciaire ou par convention relève de la Commission du bien-être de l'enfance. Ces enfants peuvent être placés dans des foyers d'adoption ou des pensions ou des institutions autorisées. Les pupilles permanents peuvent aussi être placés dans des familles adoptives. L'entretien des pupilles est payé par la province, qui en recouvre 40 p. 100 de la municipalité de résidence. La Commission des foyers est chargée d'inspecter et d'autoriser, au besoin, toutes les maisons et institutions où l'on prend soin des enfants. Le ministère du Procureur général voit à l'application des lois concernant les jeunes délinquants.

Soin des vieillards.—La province rembourse les municipalités de la moitié des frais d'entretien des personnes nécessiteuses, âgées ou infirmes gardées dans les institutions autorisées par la municipalité. Ces institutions doivent répondre à une norme déterminée avant d'être autorisées et elles sont inspectées périodiquement par des fonctionnaires du ministère du Bien-être public.

Assistance sociale.—Les municipalités sont chargées d'aider leurs résidents qui se trouvent dans l'indigence, mais la province est autorisée à accorder aux municipalités des subventions jusqu'à concurrence de 60 p. 100 des frais d'assistance. La province verse le total des secours accordés aux personnes de passage et aux résidents des régions non organisées, mais ces régions l'en remboursent de